

L'Humanité 12 avril 2026

<https://www.humanite.fr/politique/alexandre-brugere/immigration-quand-le-prefet-des-hauts-de-seine-transforme-son-compte-linkedin-en-guichet-parallele>

Immigration : quand le préfet des Hauts-de-Seine transforme son compte LinkedIn en guichet parallèle

Simon Guichard

Sur LinkedIn, le préfet des Hauts-de-Seine, Alexandre Brugère a fait de son compte un véritable guichet, où les usagers sans nouvelles de leur demande de titre de séjour peuvent le solliciter pour faire avancer leur dossier. Une pratique bien peu déontologique, alors que les délais de traitement dans le département explosent, fabriquant chaque jour plus de sans-papiers.

Depuis plus d'un an, un bruit court dans les Hauts-de-Seine (92). Face aux délais de traitement interminables de la préfecture pour délivrer les renouvellements de titre de séjour

aux 230 000 étrangers présents légalement dans le département, il suffirait d'interpeller directement **le préfet Alexandre Brugère**... sur LinkedIn !

Et ça marche. *L'Humanité* a recueilli le témoignage de cinq personnes sans nouvelles de leurs demandes de renouvellement de titre de séjour ayant sollicité Alexandre Brugère sur ce réseau social professionnel et fait avancer l'examen de leur dossier.

Car pour les étrangers en France, **la situation s'est durablement dégradée**. Entre l'embolie des préfectures et la politique gouvernementale hostile aux immigrés, appliquée avec zèle dans les Hauts-de-Seine, solliciter directement le préfet fait figure de dernier espoir pour débloquer une situation administrative inextricable.

« Mon épouse est étrangère, raconte Thibaut, un ancien expatrié revenu en France. Nous avons déposé son dossier de renouvellement de titre de séjour quatre mois avant son expiration, sans retour de la préfecture, rien. Quelques jours avant la fin du délai, toujours sans nouvelles, j'ai réussi à arriver jusqu'au guichet. Là, une agente me rembarre et me dit "On ne peut rien faire pour vous, on a un an de retard sur les traitements des demandes". J'étais désespéré. »*

Il prend alors sa plume et interpelle le préfet sur LinkedIn. *« Je me suis dit que c'était ma seule chance. Je déteste avoir à faire ça, mais je n'avais pas le choix. Il me répond très vite, et me demande de lui renvoyer la procédure par mail. »* Une semaine après, miracle : la conjointe de Thibaut obtient une carte de séjour de 10 ans.

LinkedIn, un guichet comme un autre selon le préfet

Interrogé par *l'Humanité*, Alexandre Brugère reconnaît utiliser son compte LinkedIn privé, pour « *réorienter les dossiers vers les services de la préfecture chargés de l'instruction* ». Selon lui, l'usage de son compte personnel pour des actions liées à sa fonction de préfet ne pose pas de problème. Tenu, comme tout agent public, d'exercer ses fonctions avec « *dignité, impartialité, intégrité et probité* », le préfet assure que « *ne pas répondre aux gens, c'est le contraire de la mission du service public.* »

Pourtant, l'ancien directeur de cabinet **de Gérard Darmanin**, préfet depuis 2022, propulsé à la tête des services de l'État dans les Hauts-de-Seine en novembre 2024, est bien forcé de l'admettre : en matière de réponses, « *la situation aujourd'hui n'est pas du tout satisfaisante* » dans sa préfecture. Mais selon lui, ces échanges informels sur LinkedIn présentent l'avantage « *d'avoir une vision directe – comme je les lis et que je les transmets – de l'état des difficultés.* »

Dans les faits, un dossier poussé par le préfet permet parfois de faire pencher la balance du bon côté. Malik, un algérien employé dans la tech et vivant en France légalement depuis 2019 a sollicité Alexandre Brugère sur LinkedIn, sur les conseils d'une amie pour qui la méthode avait fonctionné.

« *Pour renouveler mon titre à Nanterre, je m'y prends 6 mois à l'avance, tellement c'est long. Ma situation est stable, je demande la carte de séjour de 10 ans depuis plusieurs années, mais on me l'avait toujours refusée. Le préfet m'a permis de*

l'obtenir, je lui en suis reconnaissant », raconte le trentenaire, bien conscient des limites du système.

« Cette situation ne bénéficie à personne. Si mon travail n'était pas utile, mon titre de séjour d'un an ne serait pas accepté. Et si ce que je fais est finalement utile, pourquoi dépenser autant de temps et d'énergie – eux comme moi – à régulariser ce dossier chaque année ? »

Des ruptures de droits par centaines

De fait, l'embolie des services s'aggrave d'année en année. Si Alexandre Brugère avance *« la création d'un dispositif zéro vacance de poste »* depuis son arrivée à Nanterre fin 2024 couplée à l'arrivée prochaine de *« 30 renforts exceptionnels »*, la multiplication des titres de séjour courte durée et la délivrance exponentielle de récépissés — faute de traitement des dossiers dans les temps — augmentent d'autant la charge de travail des fonctionnaires.

« La politique migratoire actuelle complexifie volontairement le droit des étrangers, pointe la députée PCF des Hauts-de-Seine, Elsa Faucillon. Et cette situation entraîne de nombreuses ruptures de droit. »

Les étudiants et les jeunes diplômés étrangers sont particulièrement touchés par ce phénomène. Arrivée mineure en France avec sa famille, Inès a mis près de quatre ans à régulariser sa situation et obtenir un visa étudiant. Elle a sollicité le préfet pour faire avancer son dossier, sans succès.

« En 2025, je l'ai contacté pour essayer de débloquer ma situation : je n'avais que des récépissés depuis 2022. Il m'a répondu, mais ma demande de titre de séjour étudiant a

ensuite été refusée sans justifications. J'ai dû décliner une proposition d'alternance, je ne pouvais pas passer le permis de conduire, j'avais peur de me faire arrêter dans la rue. J'ai été bloquée trois années de ma vie à cause d'un papier », s'indigne-t-elle. La jeune femme a dû déménager pour déposer son dossier dans une autre préfecture. Elle a depuis obtenu le précieux sésame.

Mariam, ex-étudiante étrangère diplômée d'un Master en gestion est toujours dans l'attente d'une réponse de la préfecture. Elle aussi a interpellé le préfet [sur LinkedIn](#). La préfecture lui a délivré un récépissé valable trois mois. Entre-temps, l'entreprise qui envisageait de la recruter s'est rétractée. *« Je me suis battue pour être en règle, je suis fatiguée. Cette période est très dure pour moi et ma famille, témoigne la jeune femme. Mon avenir dépend d'une décision administrative que je ne maîtrise pas. »*

La préfecture condamnée

Pour tenter de riposter face à cette attente interminable, certains étrangers saisissent la justice. C'est le cas de Rim, originaire du Maghreb. Cette cadre supérieure dans une entreprise du CAC40 est installée en France depuis une décennie.

Mariée à un Français et mère d'un enfant né en France, elle a demandé une carte de séjour de 10 ans. Sans réponse de la préfecture après avoir déposé son dossier [sur la plateforme en ligne ANEF](#) (seul moyen d'effectuer une demande, NDLR), elle a fait condamner la préfecture des Hauts-de-Seine par le tribunal administratif de Cergy en septembre 2025.

« Mon titre arrivait à expiration, mon avocat a fait un recours. Le tribunal a d'abord forcé la préfecture à me donner un récépissé de six mois. Mais je n'avais toujours pas de réponse. Jusqu'au jour où mon employeur m'a demandé de rester chez moi. Je n'avais plus de salaire et mon enfant allait perdre sa place en crèche, c'était vraiment stressant, souffle-t-elle. J'ai fait un nouveau recours au tribunal. La préfecture a été condamnée à me délivrer un titre longue durée sous un mois, et à me verser 1 200 euros. »

Sans réponse des services de l'immigration de la préfecture malgré le jugement, son avocat lui conseille alors d'interpeller le préfet sur LinkedIn. Alexandre Brugère répond. Quelques jours après, elle reçoit un titre de séjour d'un an, seulement. *« Jusqu'à aujourd'hui, ils n'ont pas appliqué le jugement »*, dénonce Rim.

« Un service public qui dysfonctionne »

Interrogé sur la multiplication des recours devant les tribunaux et la hausse des condamnations de l'État, Alexandre Brugère qualifie le phénomène de *« bulle contentieuse »*, causée selon lui *« par un service public qui dysfonctionne »*. Le préfet nous confie être principalement sollicité sur LinkedIn *« par des gens qui sont en règle, qui peuvent prétendre à un titre »*. Ces renouvellements de titres de séjour *« ne devraient pas produire de contentieux »*, admet le haut fonctionnaire, forcé de reconnaître la charge que font peser les astreintes sur les finances publiques.

On pouvait le deviner en lisant la presse d'extrême droite, conquise par ce préfet à poigne. De *Valeurs Actuelles* au *JDD*, Alexandre Brugère vante régulièrement son bilan en matière de

répression des sans-papiers, fabriqués en masse par sa préfecture.

Car dans le même temps, Nanterre applique la circulaire Retailleau et la dernière loi immigration à la lettre : les régularisations ont baissé de 62 % et les refus ont augmenté de 1 250 % depuis novembre 2024, selon un « *compte rendu d'actions* » présenté aux élus du département en janvier 2025.

« *Le jour où le système sera complètement fluide, les gens n'auront plus besoin de me solliciter* », fait valoir Alexandre Brugère. En attendant, les messages privés du préfet sur LinkedIn restent ouverts.

*Tous les prénoms ont été modifiés